

d'Assonville, représentaient avant tout, malgré la noblesse de leur origine l'élément démagogique et avec lui le désordre, la sédition, le meurtre, la ruine. La prédication du nouvel Évangile n'est qu'un moyen d'exciter les populations contre l'autorité royale et l'autorité ecclésiastique : sur les débris de ces deux pouvoirs, « l'on forgera une nouvelle république », écrit le Président Viglius à Granvelle ; les provinces se fédéreront, « le Conseil d'État aura la superintendance des affaires », le peuple semblera le maître ; mais, au fond, la puissance restera concentrée en un petit nombre de mains qui obéiront elles-mêmes au prince d'Orange, l'allié et l'ami de la noblesse protestante d'Allemagne, qui a déjà gouverné sous la régence de Marguerite de Parme, qui s'affirme catholique fidèle et le plus loyal serviteur du roi, qui blâme même hautement les excès des conjurés, mais les laisse agir, jusqu'au jour où il pourra s'emparer d'un protectorat secrètement convoité. Si, suivant le conseil de Granvelle, Philippe II eût payé les dettes du Taciturne avec la vice-royauté de Sicile, il serait sans doute resté beaucoup de calvinistes à Anvers, mais jamais la Révolution des Pays-Bas ne se serait accomplie, qui sait même ? Malte menacée par les Turcs eût peut-être compté un puissant défenseur de plus.

L'ambition de quelques hommes a donc, sous le masque religieux, seule déchaîné la populace dans les futures Provinces-Unies, et seule provoqué les odieuses scènes de dévastation qui précéderent l'expédition du duc d'Albe, comme la Réforme, essentiellement féodale à son début en France, fut une insurrection des seigneurs mécontents contre le pouvoir des Valois. Ceci n'est pas douteux, et la richesse des documents diplomatiques dont M. Kervyn de Lettenhove a disposé ne lui laisse que l'embarras du choix à faire pour le démontrer. Huguenots français, Gueux des Pays-Bas se donnaient la main par-dessus la frontière pour atteindre un but semblable, ceci est encore facile à comprendre, parce que c'était logique : mais ce but était avant tout politique, ainsi que l'attestent les relations des réformés français avec l'Allemagne protestante ou avec l'Angleterre, comme le prouve le projet conçu par Coligny de s'allier avec Philippe II lui-même, l'implacable ennemi de la France, au moment où une querelle de préséance à Rome menaçait de troubler la paix entre les deux couronnes ; cette conclusion se dégage très nettement du premier volume de l'historien flamand, et ne saurait plus désormais, paraît-il, être discutée après lui.

Je n'oserais pourtant en dire autant des lignes qui terminent le chapitre consacré à la célèbre, mais mystérieuse entrevue de Bayonne. On sait que le 15 juin 1565, Catherine de Médicis, accompagnée de son jeune fils, Charles IX, se rencontra à Bayonne avec la reine d'Espagne, sa fille, qu'escortaient le duc d'Albe et l'ambassadeur espagnol, don Francès de Alava. Que se passa-t-il dans cette conférence et quelles secrètes résolutions y furent prises ? La journée de la Saint-Barthélemy y fut-elle arrêtée et la fille des Médicis s'y engagea-t-elle, sous la pression des envoyés de Philippe II, à détruire, à *marteler* les protestants de son royaume ? Le projet du massacre fut-il limité à quelques têtes, à celle du prince de Condé et de l'amiral de Coligny, ou étendu à tous les réformés en général ? C'est un problème qui a exercé non seulement les contemporains, mais encore les modernes, et sur lequel, malgré les études les plus remarquables, la lumière ne semble pas encore faite. D'après M. Kervyn de Lettenhove, Catherine aurait résisté d'abord au duc d'Albe, puis elle aurait cédé et aurait promis de faire un jour tomber la tête des principaux chefs huguenots. C'est l'opinion de l'ambas-